

La clameur féministe prend l'Espagne par surprise

Plus de cent rassemblements, 5,3 millions de femmes en grève : le succès de la mobilisation du 8 mars a pris de court le monde politique et l'oblige à prendre en compte les revendications d'égalité des droits et des salaires.

«*Une nouvelle étape de notre histoire a commencé.*» Vendredi, au lendemain de la gigantesque grève féministe en Espagne, la très populaire journaliste Ana Rosa Quintana a reflété par ces paroles un sentiment généralisé : le 8 mars marquera un «avant» et un «après». Cette même journaliste avait annulé jeudi son émission quotidienne sur la chaîne Telecinco. Comme elle, d'autres stars du journalisme féminin ont «débrayé» et revendiqué haut et fort la nécessité d'observer la grève, se situant à l'avant-garde d'un mouvement qui a surpris tout son monde par son ampleur et son impact.

En Espagne cette journée des droits des femmes a été vécue comme une date historique : plus de 5,3 millions de grévistes, à en croire les deux principaux syndicats CCOO et UGT, qui ont soutenu cette mobilisation et appuyé ses revendications. Aucune capitale de province n'est restée en marge de ce mouvement. Au total, quelque 130 défilés ont eu lieu, en particulier à Madrid, Barcelone, Séville, Pampelune, Valence ou Bilbao. Vendredi, les médias retenaient quelques images fortes : le métro de Madrid à l'arrêt ; des marées humaines interdisant le trafic dans les grandes villes ; un groupe de féministes dénudées devant la cathédrale de San Sebastián criant à l'adresse de l'évêque anti-avortement Mgr Munilla, «*le diable te recherche*» ; sur la plage valencienne de Vinaròs, 739 croix blanches avaient été plantées dans le sable en hommage aux 739 épouses ou compagnes assassinées par leurs conjoints en une décennie, de 2007 à 2017.

Ruban violet

La vague de mobilisation féministe a déferlé de manière si puissante que l'agenda politique a été chamboulé, à la surprise générale. Pour preuve, l'attitude du gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. Dans un premier temps, il avait snobé ce mouvement en considérant qu'il se résumait à la commission organisatrice,

très marquée à gauche. Jeudi, toutefois, voyant l'ampleur de la rébellion, Mariano Rajoy et les siens ont viré de bord : dans la journée, le chef du gouvernement arborait sur le revers de sa veste un ruban violet, symbole du mouvement, avant de déclarer : «*Nous allons travailler à l'égalité réelle entre hommes et femmes.*» Son dauphin, le Galicien Alberto Feijóo, contrit lui aussi, a reconnu vendredi que «*la clameur a été telle qu'il nous faut prendre bonne note de cette marée*». La reine Letizia elle-même avait annulé ses rendez-vous officiels jeudi.

A gauche, la députée de Podemos Irene Montero, figure montante du parti dirigé par Pablo Iglesias, pronostiquait : «*Il ne sera dorénavant plus possible de ne pas parler de féminisme, en tant que force politicosociale armée de propositions concrètes.*» Et de citer la précarité au travail (plus forte pour les femmes), le déséquilibre salarial (-13% pour les femmes dans la sphère sociale, -19% dans le privé, -40% dans le secteur financier), ou les multiples obstacles à une activité professionnelle compatible avec la vie familiale («*il faut que les entreprises cessent de voir la grossesse comme une mauvaise nouvelle*», proclamait notamment la commission féministe organisatrice).

«Parole de combat»

Pour beaucoup, le grand enseignement du «8 mars espagnol» est l'avènement d'un mouvement hégémonique. «*Comprenons-nous bien, il s'agit d'une hégémonie dans le sens où tout le monde, hormis quelques grincheux, adhère à ces revendications*, confie Pepa Bueno, aux manettes de l'émission leader d'audience, *Hoy por Hoy*, sur la radio Cadena Ser. *Bien sûr, il faudra veiller à ce que ces doléances soient respectées.*» Selon le quotidien *El País*, 82% des Espagnols, tous genres confondus, considèrent que les revendications féministes sont légitimes. «*Le gouvernement Rajoy n'a désormais plus le choix*, souligne Ignacio Escolar, directeur du journal en ligne *Eldiario.es*. *Il va devoir traiter ce problème avec la même attention que le conflit catalan ou la question des retraites.*»

Au lendemain de cette journée, les Espagnols se rendent compte qu'ils sont passés d'une confrontation territoriale jamais vue depuis le franquisme (le défi sécessionniste en Catalogne, toujours menaçant) à une clameur quasi unanime. «*On est passé d'un extrême à l'autre*, analyse le chroniqueur catalan Enric Juliana. *D'une polarisation ultraconflictuelle entre Madrid et Barcelone, qui a failli déchirer le pays, à un mouvement transversal. Jeunes ou vieux, centralisateurs ou nationalistes, classes dominantes ou populaires, le discours est unanime sur la légitimité de la parole féministe de combat.*»

François Musseau correspondant à Madrid

<http://www.liberation.fr>

1. Synonymes ou expressions pour remplacer: lendemain, chamboulé, déferlé, doléances
2. Est-ce que le gouvernement a pris en compte dès le début l'importance de cette grève?
3. Quels sont les revendications des femmes?
4. Quel autre sujet de débat a été mis de côté ou remplacé par le combat féministe?
5. "SI NOUS ARRÊTONS, LE MONDE S'ARRÊTE" est la devise de cette journée de grève. Pourquoi ont-elles choisi cette devise?

6. Quel est ton avis sur le sujet? Penses-tu que c'est important cette journée? Pourquoi?